



Quel avenir pour les nouvelles républiques d'Asie Centrale ?

**Mémoire de géopolitique
Du CDT GREPIN Hubert
dans le cadre du séminaire « Les arcs de crise»**

**Directeur de recherche : Dr. Jean-François DAGUZAN, Maître de
recherche à la Fondation pour la Recherche Stratégique**

Mars 2003

INTRODUCTION

Dans les années vingt, les Soviétiques ont procédé au modelage de l'Asie Centrale en créant de toute pièce les cinq républiques que nous connaissons aujourd'hui : le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Ce projet, en brisant le système clanique en place, visait avant toute chose à diviser la région pour mieux la contrôler.

En janvier 1993, ces Etats nouvellement indépendants, ont choisi de s'instituer sous l'appellation régionale « Asie Centrale ».

Pour autant, leur histoire et leur avenir ne sont pas nécessairement liés. En effet, suite à l'effondrement de l'URSS, leurs parcours se sont montrés variés, chacun bénéficiant d'un potentiel économique et humain très inégal.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont remis l'éclairage sur cette partie de la Terre un peu oubliée depuis la période incertaine de leur accession à l'indépendance. Elle est à nouveau le théâtre de confrontations entre les grandes puissances de ce monde, comme à la fin du XIX^{ème} siècle au temps où la Russie et l'Angleterre s'affrontaient dans la partie d'échec stratégique du « Grand Jeu » qui avait entraîné les deux pays au bord de la guerre.

. Malgré la substitution d'Etats indépendants à la disparition de l'Union Soviétique, l'Asie Centrale est plus que jamais soumise à des influences, son avenir se jouant pour l'essentiel à l'extérieur de ses frontières. Ces nouvelles nations, toujours en construction, doivent faire face à de graves difficultés économiques, à l'existence de réseaux, de logiques claniques et religieuses tout en devant combattre une corruption endémique.

Elles cherchent à acquérir plus d'autonomie pour assurer leur équilibre, mais sont dirigées par des régimes autoritaires menacés par la pauvreté, l'islamisme et des héritages géopolitiques très pesants.

Cet ensemble, moins cohérent qu'on ne l'imagine, est dominé par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. La menace islamique y est souvent surestimé. Tout au plus correspond-

elle à une tentative extérieure d'influence ou plus simplement à une reprise en main autoritaire des dirigeants.

Dans ce contexte, pour mieux comprendre les difficultés de « stabilisation » que rencontrent ces pays, il est nécessaire d'étudier les différentes étapes qui ont jalonné sa construction.

Les faiblesses structurelles, mais aussi certaines décisions politiques et économiques peuvent expliquer la fragilité de ces pays. Cependant, tous ne disposent pas des mêmes ressources ni des mêmes moyens. Pour évaluer correctement leurs chances de sortir renforcés de cette période transitoire, il faut donc analyser les risques et les enjeux qui pèsent sur ces territoires.

Désormais située au carrefour d'intérêts divergents, elle se retrouve au cœur d'une lutte d'influence qui s'est renforcée depuis la guerre en Afghanistan. Les acteurs participant à cette recomposition régionale ne se limitent pas aux Etats-Unis et à la Russie, trois autres puissances nucléaires déclarées de la région tentent d'y asseoir leur influence : la Chine, l'Inde et le Pakistan. Il faut analyser les interactions entre tous ces facteurs pour essayer de dégager un avenir géopolitique après les événements du 11 septembre.

Première Partie

1 Aperçu de l'Asie Centrale

1.1 La période préislamique

Le dualisme entre population nomade et population sédentaire remonte, selon l'historien Vincent Fournier, au VI^{ème} siècle avant J.-C. Pendant plus d'un millénaire ces deux communautés se sont fait face. Les Achéménides¹, l'empire d'Alexandre le Grand, la dynastie grecque des Séleucides², le royaume des Parthes³ et les rois Sassanides⁴ ont tous dirigé des expéditions contre les confédérations nomades vivant dans les steppes. Parmi celles-ci, les lignées les plus puissantes furent les Sakas⁵, les Scythes et les Kidarites⁶. Ensuite les dynasties d'origine altaïque⁷ qui les ont remplacé furent partiellement sédentarisées puis assimilées.

Avec tous ces mouvements de population, l'Asie Centrale est devenue un lieu de rencontre des hommes et des idées. Dès le II^{ème} siècle avant J.-C., la légendaire route de la soie, voie de communication entre la Chine et l'Occident, a placé cette région au cœur d'un espace d'équilibre entre deux grands empires.

1.2 Le développement de l'Islamisme en Asie Centrale

Au début du VII^{ème} siècle, la conquête des provinces au-delà de l'Amou Daria par la communauté arabo-musulmane des Omeyyades⁸ a fait basculer une grande partie de la région sous influence musulmane. Pendant les siècles suivants, le Syr-Daria fera office de rempart naturel à la propagation de l'Islam.

D'autre part, la migrations des Turcs en provenance de Chine et avançant vers les steppes de l'ouest, a marqué la région de son empreinte pendant le premier

¹ VI^{ème} - III^{ème} siècle avant J.-C

² III^{ème} - II^{ème} siècle avant J.-C.

³ III^{ème} siècle avant J.-C - III^{ème} siècle après J.-C

⁴ III^{ème} - VII^{ème} siècle après J.-C

⁵ Scythes orientaux.

⁶ Nom dérivé de Kidara, membre d'une tribu Yueh Tche et fondateur d'une nouvelle royauté.

⁷ Originaire des monts Altaï, ensemble constitué des populations parlant les langues turque, mongole et toungouse.

millénaire. Ainsi la plupart des habitants d'Asie Centrale parlent un langage d'origine turque, à l'exception des Tadjiks dont la langue possède des racines iraniennes.

1.3 Les bases du monde contemporain

Les conquêtes des terres sous domination turque par les Mongols de Gengis Khan ont forgé les bases d'une culture turco-mongole qui a réussi à lier du XIV^{ème} au XVIII^{ème} siècle les civilisations d'Asie Centrale. L'empire Timourides, dont la Transoxiane était le centre, s'effondra à la fin du XV^{ème} siècle sous les assauts des Ouzbeks venus de l'autre rive du Syr-Daria.

Ce nouvel équilibre enfanta, à peu de chose, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan tels qu'ils existent aujourd'hui. Cette période de stabilité a permis à ces deux communautés de jeter les bases ethno-culturelles des nationalités kazakhes et ouzbekes contemporaines.

Enfin, c'est durant cette période que l'Asie Centrale perdait progressivement son influence continentale avec le développement, depuis la Chine, de routes maritimes concurrençant les itinéraires terrestres.

1.4 La conquête russe puis soviétique

1.4.1 La période russe

Le processus d'expansion commence quand Ivan le Terrible fait tomber Kazan en 1552, et ne s'achèvera qu'avec par la prise de Boukhara en 1920.

La poussée russe en Transoxiane commence en 1854 après la défaite en Crimée. A cette date, les émirats de Boukhara, Kokand et Khiva contrôlent l'Asie Centrale. Les russes s'emparent d'abord de Bichkek en 1860, puis de Tachkent en 1865 et enfin de Samarkand en 1868. Cette expansion ne sera bloquée que par la résistance des Britanniques en Iran et en Afghanistan. Les frontières de ces deux pays seront alors fixées et reconnues respectivement en 1887 et 1895.

Afin d'administrer ces nouvelles contrées, les russes créent la province de Transcaspienne (Turkménistan), installent les protectorats de Boukhara et Khiva et les gouvernements des Steppes (Kazakhstan) et du Turkestan. Pour contrer les velléités

⁸ Dynastie de califes arabes qui domina Damas au VII^{ème} et VIII^{ème} siècle.

panislamiques de l'empire ottoman et son avancée vers le sud, Moscou va promouvoir le nationalisme ethnique et favoriser la naissance d'une langue écrite moderne.

1.4.2 La soviétisation de l'Asie centrale

Pendant la révolution d'octobre Lénine donne des instructions pour que personne ne s'attaque aux coutumes islamiques, ce qui permet aux musulmans russes de rester en dehors du conflit. Une fois les soviets en place, l'intégration de ces populations est obtenue en soutenant le communautarisme religieux et ethnique. De plus, le découpage administratif permet de diviser la communauté musulmane et d'envisager à moyen terme une russification de la région.

Dans un premier temps des administrations contrôlées par les russes dirigent les territoires hérités de l'empire. Puis des républiques autonomes ou populaires sont formées, instituant le kirghize et l'ouzbek comme langues officielles.

Dans un second temps, à partir de 1924, les soviétiques façonnent des pays, des histoires et des traditions en tentant de calquer leur modèle politique en Asie Centrale : une ethnie, un territoire, une nationalité. Toutes les anciennes communautés sont abolies et Moscou parie à long terme sur une colonisation active assurée par la supériorité du modèle russe.

Il faut cependant attendre les années cinquante et surtout la présidence de Brejnev (1964-1982) pour que le système en Asie Centrale se stabilise grâce à des premiers secrétaires qui restent en place près de trente ans. Pendant cette période, Moscou n'a plus imposé ses élites russes, mais a tout de même conservé entre ses mains les principaux instruments du pouvoir: l'armée, les gardes-frontières et le KGB. Les musulmans, exclus des instances dirigeantes centrales, se sont peu à peu réappropriés la direction de leur propre pays. L'équilibre clanique et le clientéliste régional s'opèrent sans l'intervention de Moscou qui accepta implicitement le nationalisme culturel naissant.

L'histoire de la création des Etats d'Asie Centrale tels que nous les connaissons aujourd'hui est distincte d'un pays à l'autre. Elle mérite d'être étudiée de plus près pour comprendre la genèse de ces naissances.

1.5 Panorama des nouvelles républiques

1.5.1 Le Turkménistan

Alors qu'il est le deuxième plus grand pays d'Asie Centrale avec une superficie de 4 309 000 km², il en est également le moins peuplé.

L'unité nationale au Turkménistan est entravé par la persistance des divisions tribales. Ce peuple de pasteurs nomades, réfractaire à toute tentative d'assimilation, est peu influencé par l'islam sauf dans la région de Tachaouz à forte minorité ouzbeke. Mais le Turkménistan semble être l'Etat le plus stable de la région, notamment grâce à sa forte majorité Turkmène.

Le fondement de sa politique étrangère est basée sur le bilatéralisme privilégié à des accords multinationaux beaucoup plus difficile à gérer.

1.5.2 Le Tadjikistan

Le Tadjikistan, la plus petite république d'Asie Centrale avec ses 145 000 km², est singularisée par ses montagnes et ses glaciers. Ses grands barrages dans le Pamir représentent sa principale richesse et constituent la réserve hydraulique de toute la région. De ces hauts reliefs descendent l'Amou-Daria et le Sir Daria qui alimentent une mer d'Aral ayant, dans les quarante dernières années, perdu plus de 60 % de son volume.

A la fin du XIX^{ème} siècle le Grand Jeu, partage anglo-russe de la région, divise les Tadjiks en concentrant un tiers de la population au sud de l'Amou-Daria sous l'autorité des Anglais. Dans les années vingt, 200 000 Tadjiks fuyant la domination communiste, se réfugient en Afghanistan. Après avoir été rattaché en 1924 à l'Ouzbékistan, le Tadjikistan accède enfin à une existence officielle en obtenant le statut de république soviétique en 1929. La redistribution territoriale lui attribue une partie de la vallée du Ferghana, mais la prive de ses deux centres historiques Persan, Samarcande et Boukhara. En compensation elle reçoit des territoires dominés par les Ouzbeks. L'isolement imposé par le régime soviétique accroît les différences de part et d'autre de la frontière entre les Tadjiks « soviétiques » et leurs frères qui vivent en Afghanistan sous influence islamique. L'invasion de l'armée rouge en 1979 a ravivé le sentiment d'unité nationale tadjik tout en jetant les bases de la future vague d'islamisation du pays. Ainsi la domination soviétique n'est pas venue à bout de la piété des tadjiks qui respectent et obéissent aux imams bien que l'observation rigoureuse des

règles ne soit pas suivie, notamment dans les villes où la consommation d'alcool persiste.

1.5.3 L'Ouzbékistan

L'Ouzbékistan fait partie des empires qui ont dominés l'Asie Centrale au cours de son histoire. Peuplé initialement de tribus nomades d'origine Turco-mongole, les différents Khanats qui se sont succédés à sa tête à partir du XV^{ème} siècle sont annexés par la Russie au XIX^{ème} siècle. Né de la scission du Turkestan, l'Ouzbékistan rassemble les Khanats de Kokand, Khiva et Boukhara en 1924. Privé en 1929 du territoire accordé à la république Tadjike, il se voit adjoindre en 1936 le territoire autonome des karakalpaks. Barré au nord-ouest par les plateaux arides d'oust ourt, coincé entre l'Amou-Daria et le Sir Daria, l'Ouzbékistan s'étend à l'ouest jusqu'aux confins de la vallée du Ferghana. D'une superficie de 450 000 KM², près de 70 % de son territoire est recouvert par le désert. Il est délimité par de longues frontières artificielles avec le Kazakhstan, le Turkménistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Etat de la région le plus peuplé avec 25 millions d'habitants⁹, sa population est constituée à 80 % par des Ouzbeks. Trois grandes régions économiques et culturelles séparées entre elles se répartissent sur le territoire : au centre et au nord les Ouzbeks sont majoritaires, au sud et à l'est la présence ouzbèke est compensée par les colonies tadjikes installées à Boukhara, Samarcande, Soukhandaria, Kachkadaria et dans une partie de la vallée du Ferghana. Enfin à l'ouest, les steppes désertiques sont peuplées de Turkmènes, Ouzbeks, Karakalpaks, et Kazakhs.

A l'inverse les Ouzbeks établissent de vastes colonies dans les pays voisins, représentant autant de minorités déstabilisatrices pour les pouvoirs en place.

1.5.4 Le Kirghizstan

Le Kirghizstan est enclavé entre la Chine à l'est, le Tadjikistan au sud, l'Ouzbékistan à l'ouest et le Kazakhstan au nord. Situé sur un territoire montagneux de près de 200 000 km², il est considéré comme le château d'eau de l'Asie Centrale. Ses quatre millions et demi d'habitants, essentiellement des nomades, comptent également parmi eux une minorité russe rassemblée dans la capitale Bichkek et dans ses environs. Après avoir été colonisés par les Mongols, les Kalmouks, les Chinois et les Ouzbeks, les Kirghizes subissent la loi de la Russie. Cette période marque l'arrivée

⁹ Estimation de 2001

massive de colons russes qui confisquent les terres de transhumance. Alors que les Tsars les confondaient avec les Kazakhs du fait de leur proximité ethnique et culturelle, les Bolcheviques admettent son droit à la différence en lui accordant le statut de république autonome des Kirghizes en 1926, puis celui de République socialiste soviétique en 1936. Les Kirghizes possèdent une longue tradition démocratique où les dirigeants sont choisis pour leurs qualités et où la femme bénéficie d'un statut social équivalent à celui de l'homme.

L'influence de l'islam est réduite dans ce pays de montagnards nomades refusant tous les extrémismes, qu'ils soient religieux ou politiques. Cependant les Kirghizes restent méfiants face à l'émigration chinoise et demeurent en grande partie russophiles¹⁰.

Ayant peu de ressources naturelles autres que l'eau, le pays n'intéressait pas beaucoup les pays occidentaux avant déclenchement de la guerre en Afghanistan. Son économie exsangue est essentiellement agricole¹¹.

Englué dans une grave crise économique et ne disposant pas de forces armées fiables, le Kirghizstan reste fragile face au risque d'une dérive mafieuse dirigée par les narcotrafiquants.

1.5.5 Le Kazakhstan

Son territoire s'étend sur 1600 km du nord au sud et sur 3 100 km d'est en ouest. Sa superficie de 2,7 millions de km² est comparable à celle de l'Europe occidentale. Les différentes régions qui la composent sont moins entre elles qu'avec les Etats frontaliers. Les slaves dominent la zone septentrionale, la plus riche en minerai et abritant des terres agricoles riches. Sur le reste du pays s'étendent des steppes peu peuplées en dehors des cités minières du centre et des aires d'activités pétrolières à l'ouest .

Historiquement trois Jouz se sont toujours disputés le pouvoir. Ces hordes sont composées de tribus, elles-mêmes divisées en clans. En 1917, le grand Jouz du sud représente 25% des Kazakhs, le moyen Jouz 40% et le petit 35%. Minoritaires à l'époque soviétique suite à l'immigration massive de Russes à partir des années 50, les Kazakhs sont aujourd'hui redevenus majoritaires, même si une forte colonie a émigré à

¹⁰ Il fait partie du noyau dur de la CEI avec la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan.

¹¹ En 1999, l'agriculture représente 40% des emplois, 43 % du PIB, mais seulement 7 % des terres cultivées (contre 70 % en France).

l'étranger¹². Le Kazakhstan comptait en 2000 près de 15 millions d'habitants contre plus de 16.5 millions dix ans plus tôt. Bien que son importante minorité russe lui impose de maintenir d'étroites liaisons avec son grand voisin du nord, le Kazakhstan tente de diversifier ses relations avec d'autres puissances. Il a ainsi signé une déclaration avec la Chine pour relancer les liens économiques et diplomatiques entre les deux pays qui se sont par ailleurs engagés à rechercher une solution à leurs différents frontaliers.

L'islamisation tardive et superficielle des populations nomades, puis la domination soviétique ont réduit l'influence religieuse qui reste très superficielle sur les populations locales. Ces dernières sont beaucoup plus attirées par l'héritage culturelle et historique de leurs ancêtres cavaliers. Cet esprit des steppes laisse peu de place à l'islam comme à l'orthodoxie et rassemble toutes les ethnies autour de ses valeurs. Les Kazakhs, dont le nom signifie « homme libre » perpétuent un système nourri par l'influence du chamanisme¹³ qui impose à tout individu de justifier de sept générations d'ancêtres pour prétendre appartenir à un clan.

1.6 L'avènement de régimes politiques autoritaires

La transition vers l'indépendance a été plus ou moins difficile, mais l'épreuve la plus douloureuse fut pour le Tadjikistan qui connu une guerre civile dévastatrice. Cependant, même si les régimes en place se sont libérés de la tutelle soviétique, ils en ont conservé une des principales caractéristiques : l'autocratie des dirigeants. L'arrivée au pouvoir d'Andropov en 1982 marque le début des désaccords entre le pouvoir de Moscou et les républiques d'Asie Centrale, notamment l'Ouzbékistan. Son approche, qui sera également celle de son successeur Gorbatchev, visera à déstabiliser le pouvoir en place en soutenant des factions régionalistes. Malheureusement, le résultat obtenu ne fut pas celui escompté. Loin de se diviser, les différents clans se sont rassemblés pour lutter contre les tentatives de Moscou de privilégier le nationalisme russe au détriment des valeurs soviétiques. Les responsables locaux ne sont donc pas devenus indépendantistes, mais ils se sont plutôt insurgés contre un système soviétique favorisant les communautés slaves. Des agitations éclatent dans toute l'Asie centrale en 1989. Moscou tente de ramener le calme en procédant dans l'urgence au renouvellement des exécutifs nationaux, les nouveaux président étant élu en 1990.

¹² 1,5 millions en Chine, 850 000 en Russie et 130 000 en Mongolie.

¹³ Religion qui idolâtre la nature

En 1991, après la proclamation des indépendances¹⁴, les partis communistes se dissolvent pour mieux se métamorphoser en parti du président. Rapidement ces derniers confortent leur position en se faisant réélire lors d'élections nationales. L'aboutissement du processus est atteint quand ces nouveaux Etats sont admis au sein de l'OSCE .

La transition vers l'indépendance a été plus ou moins difficile, mais l'épreuve la plus douloureuse fut pour le Tadjikistan qui connu une guerre civile dévastatrice. Cependant, même si les régimes en place se sont libérés de la tutelle soviétique, ils en ont conservé une des principales caractéristiques : l'autocratie des dirigeants.

1.6.1 Le Kirghizstan

Pendant quatre ans, la liberté a régné sans entrave au Kirghizistan qui a autorisé les partis politiques et les médias à se développer sans aucune limitation. Toutefois, en 1994, un durcissement sensible est manifeste après la rencontre entre le président ouzbek Karimov et le chef du gouvernement kirghiz Akaev. Ce dernier, issu de la nomenclatura, a suivi une route exemplaire au sein du parti communiste. En 1990 il achève son ascension en étant élu président de la république par le Soviet Suprême, et ce sans jamais avoir été élu premier secrétaire du PC. L'année suivante, il sera réélu à ce poste au suffrage universel avec un taux stalinien de 95% des voix. Il a toujours réussi à entretenir un minimum d'autonomie vis à vis de ses protecteurs, notamment en étant parmi les premiers avec Boris Eltsine à s'opposer au putsch des conservateurs en août 1991. Il sera également le premier à décréter l'indépendance de son pays et à sortir de la zone rouble en créant une monnaie nationale. Mais les anciens cadres du parti se sont appropriés la plupart des postes clés du gouvernement et des instances dirigeantes, bloquant au maximum toutes les tentatives de réforme en profondeur.

Ce durcissement donne l'occasion à l'opposition, divisée, de se rassembler autour d'un projet fédérateur contre le régime en place. Elle critique notamment le favoritisme clanique du président Akaev au profit des habitants sa région natale, mais aussi le manque de cohérence de sa politique économique. Face à la progression de la pauvreté et à la corruption qui étouffe toute tentative de réforme, on assiste à une dérive autoritaire et une personnalisation du pouvoir.

Dans cette situation délicate, la question de l'identité nationale pourrait ressurgir avec l'installation dans les montagnes de groupes armés venant d'Afghanistan, ou avec

¹⁴ Kirghizistan le 31 août, Ouzbékistan le 1^{er} septembre, Tadjikistan le 9 septembre, Turkménistan le 27 octobre et Kazakhstan le 16 décembre.

l'instabilité ouzbéke qui pourrait se propager rapidement du nord vers le sud livrant le pays à l'avidité de ses voisins.

1.6.2 Le Kazakhstan

La redécouverte du nationalisme Kazakhs date de 1986 quand le premier secrétaire du parti socialiste local, Kouanev, est remplacé par un Russe, Kolnine. Les ambitions démocratiques initiales donnent au Kazakhstan une image de tolérance. Mais très vite, cette apparence va s'estomper sous l'effet du durcissement de la politique qui s'opèrera de concert avec celui qui sévit en Russie.

Dans un premier temps, en décembre 1991, Noursultan Nazerbaev est élu avec près de 99% des votes d'un scrutin auquel plus de 88% des électeurs ont participé. Fonctionnaire du parti en 1969, son ascension le conduira au poste de numéro un du PC du Kazakhstan, et même jusqu'au bureau politique du Comité Central. Il est considéré par les occidentaux comme un partenaire crédible, et ses origines paysannes lui donnent une légitimité incontestable, tout au moins dans les premiers temps. Mais en août 1993, il dissout l'ancien parlement pour raffermir son autorité face au conservatisme des communistes et des ultra nationalistes. Tout en renforçant ses pouvoirs exécutifs sous couvert de fraude électorale, il dissout en 1995 le nouveau parlement trop peu conciliant avec sa politique et prolonge ses pouvoirs jusqu'en 2000. Par référendum il fait adopter une nouvelle constitution qui lui donne le droit de dissoudre le nouveau parlement. En contre partie, ce dernier pourra engager une procédure de destitution, mais à des conditions de majorité très restrictives. Les élections législatives de 1998 et présidentielles de 1999 donneront les mêmes résultats caricaturaux dénoncées par l'OSCE.

1.6.3 Le Turkménistan

Deux tribus se disputent le pouvoir au Turkménistan, les Yomurds et les Tékés, ces derniers dominant la vie politique du pays.

Le président Saparmourad Niazov, issu du clan Téké, commence sa carrière dans le parti communiste du Turkménistan dont il gravit un à un tous les échelons pour terminer comme premier secrétaire en 1985. En 1990, moins d'un an après l'avoir rejoint, il quitte la présidence du Soviet Suprême pour se faire élire (sans opposant) président. Il sera réélu à ce poste en 1992, avec en prime l'adoption d'une nouvelle

constitution qui lui est plus favorable. En 1994 il se fait reconduire, puis finalement se fait nommer en 1999 président à vie par un parlement qui lui est tout acquis. Le régime politique se définit comme présidentiel, non pas au sens occidental mais plutôt oriental qui exalte la personnalité du chef. Le président turkmène a anéanti toute velléité d'opposition en s'appuyant sur un régime brutal et en concentrant tous les pouvoirs entre ses mains. Bien que les nominations politiques¹⁵ respectent une pondération selon les tribus, Niazov place des hommes de son clan à tous les postes clés : défense nationale, sécurité nationale, justice, intérieur. Le pouvoir présidentiel entretient le culte de la personnalité qui doit se substituer à toutes les idéologies démocratiques, politiques ou religieuses. Ainsi le président se fait nommer Turkmenbachi, le guide des Turkmènes.

Parallèlement, le gouvernement cautionne une opposition modérée en autorisant l'existence de partis politiques soumis comme le sont le parti démocratique ou le parti paysan. Les rares opposants sont pourchassés par la police politique et contraints de vivre en exil.

1.6.4 L'Ouzbékistan

En 1991 Islam Karimov se fait élire à la présidence grâce à un programme promulguant les idées nationalistes et religieuses qui sont à l'opposé de celles défendues pendant dix ans par l'Ouzbékistan dans sa lutte contre l'Islam. Economiste, il a mené toute sa carrière dans le parti, notamment à la tête du Comité d'Etat pour la planification. Hostile à la perestroïka, il ne condamnera le putsch avorté que tardivement.

Selon lui, la religion apparaît comme une solution pour lutter contre la soviétisation de la société ouzbèke et ainsi reconquérir l'indépendance politique à travers une identité culturelle retrouvée. C'est le pays d'Asie Centrale qui affirme le plus son unité nationale et dont l'utilisation d'un message anti-russe « primaire » permet l'identification et la mobilisation de la population. En 1992 la pratique de la religion atteint des sommets en Ouzbékistan, mais dans certaines régions du pays elle dérive vers l'intégrisme.

Le gouvernement, conscient de la situation, s'attache dans un premier temps à museler les deux principaux mouvements démocratiques d'opposition. Le parti Birlik et le parti

¹⁵ La répartition des ministres calque la répartition et l'influence des tribus du pays.

Erk, incapable de s'unir et refusant tout compromis avec d'autres organisations religieuses, subissent une défaite électorale.

Puis Karimov, soucieux de constituer un pouvoir sans partage, use de tous les moyens d'un dictateur pour museler l'opposition. Il se maintient au pouvoir à l'aide d'élection et de référendum truqués. Simultanément, il s'assure le loyalisme de l'armée, de la police et de la milice en leur garantissant un niveau de vie est très supérieur à la moyenne. Enfin, il consolide son contrôle sur le gouvernement en prenant soin de nommer des dirigeants incapables de lui porter ombrage.

Il justifie la répression, qui ne se limite pas aux partis politiques mais touche toutes les minorités qui font entendre des revendications, par le danger de déstabilisation que fait peser la guerre civile au Tadjikistan. Tout naturellement, le pouvoir désigne l'opposition religieuse, notamment le Parti de Renaissance Islamique Tadjik, responsable de ces risques et organise l'élimination de ses mouvements islamiques qui seront décapités.

Karimov ne récuse pas les accusation de totalitarisme, il les justifie comme condition nécessaire au développement d'une politique économique réformiste menée dans un pays laïque.

1.6.5 Le Tadjikistan

La division en émirats du Tadjikistan ne permet pas la composition d'un pouvoir central. Le puissant parti communiste est scindé en deux mouvements : le courant régnant à Kouliab au sud du pays dans les contreforts du Pamir et celui du nord à Khodjent. Deux autres factions locales, les Pamiris¹⁶ et les Garmois¹⁷ tentent également de jouer un rôle politique dans la reconstruction du pays. Ces clivages régionaux vont focaliser les divergences et semer les germes d'une guerre civile entre deux alliances : les communistes contre les islamo-démocrates.

Les premières émeutes débutent en février 1990 à Douchanbe et sont vite écrasées par les militaires¹⁸. Après ces incidents, le premier ministre Kakhar Makhkamov renforce sa lutte contre l'opposition démocratique islamique, notamment en essayant d'anéantir le Parti de Renaissance Islamique, démocratique, qui est décrété hors la loi.

¹⁶ Habitants du haut Badakhchan

¹⁷ Habitants de la zone montagneuse de Garm

¹⁸ On recense 150 morts et plus de 1000 blessés

Mais le soutien apporté par le président Tadjik au putsch de Moscou cristallisera les revendications des opposants et poussera Makhkamov à la démission.

Conséquence du putsch, l'indépendance devient inévitable. Toutefois les communistes, après avoir dissout leur parti, vont se cramponner au pouvoir sans manifester la volonté de rompre avec leur passé comme l'ont fait les partis des autres pays d'Asie Centrale. Rakhomon Nabiev est donc élu président à la fin de l'année 1991. Communiste convaincu, il rétablit au début de l'année 1992 le PC. C'est l'occasion pour l'opposition de reprendre la contestation contre le pouvoir de Khodjent, réservoir politique de Nabiev. L'union des forces populaires qui rassemble les opposants doit plus se comprendre dans le cadre d'une opposition farouche entre Tadjiks persanophones et Ouzbeks turcophones constituant un quart du Tadjikistan.

Devant la détermination des opposants, le pouvoir consent en mai 1992 à former un gouvernement de coalition qui ne suffira pas à ramener le calme dans le pays. Ce dernier s'enfonce dans la crise et la menace d'une guerre civile se précise.

En septembre, Nabiev après avoir été enlevé, est contraint de démissionner. Son successeur convoque une session extraordinaire du parlement pendant laquelle les communistes reprennent l'avantage et imposent en décembre 1992 Emomali Rakhmonov au pouvoir.

Dès sa prise de fonction, il déclenche une répression impitoyable contre les civils qui fuient par centaine de milliers. Cette période persistera six mois et fera plusieurs dizaines de milliers de morts¹⁹, tous victimes de racismes claniques.

Le conflit qui se développe alors est un mélange de rivalités claniques, ethniques et idéologiques. Cette guerre civile sera soutenue d'un côté par des financements islamiques, essentiellement d'Arabie Saoudite, et de l'autre par les Russes. Mais, comme le souligne Dust Mohammed le numéro deux du parti démocratique, ces derniers ont longtemps atermoyé à épauler les communistes ou les islamo-démocrates²⁰. Parallèlement l'Ouzbékistan, farouchement opposé à l'installation d'un régime islamique, acceptait difficilement que son ancienne république devienne autonome et décide d'intervenir de manière préventive en soutenant les milices pro-communistes.

Rakhmonov fort du soutien russe ne se montre pas décidé à négocier avec les islamistes. Cependant, en janvier 1996 Boris Eltsine se montre plus menaçant bien que la Russie se trouve dans une impasse. D'un côté elle ne peut pas se retirer ne sachant

¹⁹ 20 000 pour les estimations gouvernementales, 100 000 selon des organisations internationales.

²⁰ « Quand un camp devient trop faible, les Russes lui viennent en aide afin de prolonger la guerre. » Le Figaro, 20 novembre 1992.

pas où s'arrêter, et de l'autre le syndrome de la guerre en Afghanistan lui interdit d'intervenir directement.

Finalement en juin 1997, un accord est signé à Moscou entre le président Tadjik et le chef de l'opposition armée sous la pression de la Russie. En novembre 1999, Rakhmonov est réélu à la présidence.

DEUXIEME PARTIE

2 Les risques et les enjeux en Asie Centrale

2.1 les richesses convoitées

Dans le contexte mondial d'une demande en matière première sans cesse plus importante, l'Asie Centrale voit le potentiel de ses réserves réévalué pour atteindre désormais des valeurs plus proches de la réalité. L'exploitation des réserves de pétrole et de gaz, de même que le nombre considérable d'intervenants compliquent les relations dans cette région du monde. Les ambitions conflictuelles entre voisins, mais aussi la convoitise des grands pays consommateurs du monde occidental et de certaines nations d'Extrême-Orient (la Chine au premier rang) érigent cette partie du globe en enjeu majeur des relations internationales et représentent un élément déterminant de la recomposition régionale.

L'accès à l'eau, autre matière première, constitue également une question vitale pour ces nouvelles républiques.

Enfin, l'obstacle des économies parallèles dont l'influence s'est renforcée depuis les années 90, reste un obstacle de première importance à l'essor de la région. Tous les Etats d'Asie Centrale devront relever ces défis pour espérer enraciner un développement économique profitable au plus grand nombre.

2.1.1 Le bassin Caspien dans la géopolitique des hydrocarbures

Le pétrole de la presqu'île d'Apchéron²¹, dont l'existence est connue depuis le début du Moyen Age, a commencé à être exploité dès la moitié du XIX^{ème} siècle. Cependant la mise à jour de nouveaux gisements au début du siècle précédent a réduit la part de la production de la région de 50 % à 10 % de la production mondiale. De plus, l'effort porté par Moscou dans les années soixante sur l'exploitation des gigantesques réserves de Sibérie, a ramené la production du bassin Caspien à 3 % de l'ensemble de la production de l'URSS.

Même si il est indéniable que les ressources sont sous exploitées et que la région est appelée à prendre un essor au cours des prochaines années, les estimations sont très contradictoires sur le potentiel exact et semblent souvent exagérées.

Actuellement les réserves avérées de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan représentent respectivement près de 6% et 2% des réserves mondiales de gaz et de pétrole. La plupart des spécialistes estiment que le potentiel de la Caspienne ne devrait pas excéder 10 % de celui du Moyen-Orient²². La seule certitude est que cette richesse est inégalement répartie entre tous les états riverains de la mer Caspienne. Les principaux bénéficiaires de l'exploitation à grande échelle des nouveaux champs pétroliers seront l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Ce dernier apparaît notamment, de par l'ampleur de ses réserves, comme un des acteurs majeurs de la future zone pétrolière en Asie Centrale.

Le Kazakhstan a la chance de posséder des ressources concentrées dans quelques gisements géants situés à proximité de la frontière russe. L'exploitation des ressources énergétiques et minérales représente la trame de l'activité économique. Noursoultar Nazarbaïev, le président du Kazakhstan, troisième puissance économique de la CEI, rêve d'une croissance économique conduite dans un cadre dirigiste et interventionniste qui fasse de son pays « le Koweït du XXI^{ème} siècle ». Cependant, le schéma des infrastructures et l'interdépendance des économies voulus par Moscou pour contrer toute velléité d'indépendance continuent de peser défavorablement sur l'industrie kazakhe. Les principaux gisements pétroliers de la mer Caspienne se situent à l'ouest du pays, alors que la plupart²³ des raffineries sont implantées à deux mille kilomètres de là, au nord-est du pays. La création d'un réseau de transport indispensable à l'exportation constitue l'enjeu majeur pour l'avenir économique du pays. Bien que le Kazakhstan reste très dépendant de la Russie pour ses investissements ou l'achat de sa production, il accroît toujours plus ses échanges avec l'Union Européenne et les Etats-Unis, tout en multipliant les contacts avec la Chine et la Turquie. Il étudie des projets d'accord avec des compagnies occidentales, mais sa priorité actuelle demeure la construction d'oléoducs trans-asiatiques allant de la Turquie jusqu'à la Chine en traversant l'Iran et l'Asie centrale.

Le Turkménistan est également un état dont la richesse est constituée par des réserves gazières. Quatrième producteur mondial, l'exploitation des gisements gaziers constitue 80 % de ses exportations et représenterait par ailleurs 60 % de son PIB. La plus grosse difficulté pour Achkhabad demeure l'ouverture de nouvelles routes pour

²¹ Aujourd'hui en Azerbaïdjan

²² Le Moyen-Orient représenterait 2/3 des réserves mondiales prouvées de pétrole et 1/3 de celles du gaz.

²³ Seule la raffinerie de Atyraou, positionnement géographique, fait exception.

exporter son gaz vers les riches pays consommateurs . Bien qu'il ait inauguré en 1997 un gazoduc vers l'Iran en bravant les menaces de sanctions américaines, les accords les plus récents ont été signés avec la compagnie russe Gazprom en 2000 et avec l'Iran pour l'acheminement du gaz vers la Turquie et ses débouchés occidentaux. Tout en étudiant un projet de gazoduc vers le Pakistan, il examine la possibilité de créer une alliance gazière.

L'Ouzbékistan possède quant à lui essentiellement des réserves en gaz. Cependant son poids sur le marché international restera limité car son objectif se cantonne à la recherche de l'autosuffisance énergétique atteinte en 1996.

Le Tadjikistan et le Kirghizistan sont handicapés par le manque de ressources énergétiques. Dépendants de l'extérieur pour l'approvisionnement en matières premières, ils possèdent en revanche une richesse qui va se révéler d'une première importance dans les prochaines décennies : l'eau.

2.1.2 Rivalités intestines pour le contrôle de l'eau

Paradoxalement l'Asie Centrale, soumise à un climat continental et à une pluviosité réduite, ne manque pas d'eau grâce à ses massifs montagneux. Ces derniers, culminant à plus de 7000 mètres, sont émaillés de nombreux glaciers qui alimentent les deux principaux fleuves de la région : le Syr-Daria et l'Amou Daria. De nombreuses rivières, affluents de ses fleuves, descendent des montagnes pour irriguer les immenses terres riches des plaines où les hommes sont installés. Malgré son apparente abondance, l'eau est devenue un enjeu stratégique pour la région. Son inégale répartition et l'étonnante imbrication des frontières rend toute décision sur la politique de gestion des ressources sujette à d'insolubles conflits d'intérêts. L'Amou Daria naît dans les monts du Pamir du sud puis traverse le Tadjikistan, le Turkménistan, et enfin l'Ouzbékistan avant de se jeter dans la mer d'Aral. Le Syr-Daria, quant à lui, prend sa source en Chine dans les montagnes du Tian Chan. Il traverse le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, la partie occidentale de la vallée du Fergana au Tadjikistan, puis revient en Ouzbékistan avant d'aboutir au Kazakhstan où il finit lui aussi sa course dans la mer d'Aral. Les Etats avals que sont l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Tadjikistan accusent le Kirghizistan de trop restreindre le débit du Syr-Daria avec son

programme hydroélectrique²⁴ alors qu'ils ont besoin de cette eau pour irriguer leurs cultures de coton²⁵. Le Kazakhstan dénonce la pollution du Syr-Daria par l'Ouzbékistan, qui accuse lui le Turkménistan de faire baisser fortement le débit de l'Amou Daria. La controverse n'est pas récente, mais elle a été attisée dans les années 1960 par la volonté soviétique de développer la culture intensive du coton nécessitant une très forte irrigation, mais aussi l'utilisation à grande échelle des engrais et pesticides. Cette politique imprudente est directement responsable des dégâts irrémédiables qui affectent la mer d'Aral. Celle-ci, bien qu'irriguée par les deux plus grands fleuves de la région, a vu sa superficie diminuer de moitié et sa pollution s'aggraver considérablement. Le niveau d'eau a baissé de 18 mètres aujourd'hui et la superficie de cette mer qui atteignait 69 500 km² en 1960 n'en couvre plus que 30 000 aujourd'hui²⁶. Malgré une prise de conscience tardive des cinq nouvelles républiques, les déboires économiques consécutifs à l'indépendance et les difficultés à établir une franche coopération réduisent la portée des décisions qui se limitent à des déclarations d'intention sans aucun résultat sur le terrain.

Cette politique dispendieuse et irréfléchie est également l'œuvre des lobbies pétroliers qui influencent les gouvernements dans l'expression de leurs priorités. Mais à terme les fleuves et leur bassin représenteront un enjeu économique crucial qui sera un nouveau champ de confrontation régional.

2.1.3 Des économies parallèles florissantes

Depuis l'accès à l'indépendance, les Etats d'Asie Centrale sont confrontés à des difficultés économiques récurrentes qui créent un terreau favorable au développement de trafics en tous genre. Ce commerce illicite, aux mains de quelques organisations très bien structurées, menace la stabilité de ces nouvelles républiques encore fragiles. Le premier de ces trafics en volume et en richesses générées est celui de la drogue.

~ Le marché de la drogue

Plusieurs facteurs amènent à penser que la situation de l'Asie Centrale constitue une menace pour l'Europe. D'une part, elle occupe une position géographique

²⁴ Patrick Karam : « Les 90 % du pays situés à plus de 1000 mètres d'altitude permettent le développement des ressources hydroélectriques exportées vers les Etats voisins, la Chine en particulier »Asie Centrale, Le Nouveau Grand Jeu, L'Harmattan, 2002

²⁵ Olivier Roy : « la nouvelle Asie Centrale où la fabrication des nations », Paris, le Seuil 1997 ; O. Roy évoque la place de ces deux fleuves dans la constitution des sociétés d'Asie Centrale.

²⁶ A. Chauprade, « Géopolitique : constante et changements dans l'histoire », Paris, Ellipses, 2001.

stratégique entre les zones de production²⁷ et les centres de consommation occidentaux et chinois. D'autre part, comme dans le reste de la CEI, les plantations de cannabis représentent une source de profits considérables et la culture traditionnelle du pavot a tendance à se développer. Elle profite de conditions climatiques et géographiques avantageuses ainsi que d'éléments conjoncturels favorables tels que la consommation croissante de drogue par les Russes. Cette dernière s'est amorcée à partir de la guerre contre l'Afghanistan en 1979, puis s'est développée en 1991 avec l'ouverture des frontières, notamment du fait de la situation économique difficile des nouvelles républiques.

Cependant, ce ne sont ni ses cultures ni les quelques activités de transformation qui représentent le plus grand risque mais plutôt le rôle de plaque tournante du trafic pris par la région. En effet les produits opiacés sont fabriqués principalement par l'Afghanistan qui partage au total plus de 2000 kilomètres de frontières avec le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Selon le Programme des Nations Unies de contrôle international des drogues, avant les opérations militaires contre le régime Taliban les afghans étaient le premier producteur d'opium de la planète (3/4 de l'opium mondial). Cet opium, destiné à l'Europe occidentale et orientale, mais aussi aux pays de la CEI circule désormais par les Etats de l'Asie Centrale plutôt que par la traditionnelle route iranienne. L'absence d'équipement et de structure, la corruption endémique des gardes frontières, mais aussi le manque d'une réelle détermination ne permettent pas de lutter efficacement contre le trafic de drogue. L'héroïne et l'opium produits en Afghanistan transitent principalement par l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. La vulnérabilité des frontières tient également à leur découpage artificiel voulu par Staline pour rendre chacun des territoires incontrôlables. Ainsi, tout laisse à penser que les trafiquants profitent de la position idéale de la vallée du Ferghana à cheval sur trois frontières²⁸ pour y établir des laboratoires de transformation.

Le Turkménistan, où le trafic de drogue constitue une activité à part entière, est devenu la première voie empruntée par les trafiquants. Ils suivent la route de Türkmenbachi pour rejoindre Bakou, Istanbul puis l'Europe Occidentale pendant qu'une autre filière transporte la marchandise vers la Russie. L'échec de la lutte contre ces grands réseaux de trafiquants s'explique certes par un manque de moyens mais surtout par les complicités au plus haut niveau dont ils bénéficient de la part des autorités d'Achkhabad. Cette route est plus empruntée moins surveillée que l'ancienne voie

²⁷ Le triangle d'or : Birmanie, Laos , Thaïlande ; Le croissant d'or : Afghanistan, Pakistan, Iran

transitant par l'Iran et qui fait désormais l'objet d'un contrôle strict de la part des forces armées iraniennes.

Le Tadjikistan, également concerné par ce commerce frauduleux de son voisin afghan, est en proie à une guerre civile et endure un climat hostile qui entravent la lutte contre le trafic.

Les responsables essayent cependant de s'associer, comme en témoigne la conférence d'octobre 2000 à Tachkent qui a réuni, sous le patronage de l'OSCE et de l'Office pour le contrôle du trafic de drogue et la prévention du crime organisé de l'ONU, des ministres des cinq Etats d'Asie centrale. Malgré ces efforts, le plus souvent symboliques, la production et le transit continuent de se développer alors que la consommation locale ne cesse d'augmenter. Ainsi l'Asie Centrale importe de Chine des drogues synthétiques et une quantité considérable de dérivés pharmaceutiques tandis que les difficultés quotidiennes poussent de plus en plus de jeunes à la consommation de dérivés du cannabis.

2.2 De sérieuses menaces internes

2.2.1 Les catastrophes écologiques

La politique des gouvernements successifs présidant à la destinée soviétique a été catastrophique du point de vue écologique pour l'ensemble des pays d'Asie Centrale. Moscou a utilisé les immenses étendues vierges de cette région pour y installer des usines polluantes, des centres d'essais pour des armes de destruction massive et des décharges, le plus souvent à ciel ouvert, pour y dissimuler tout ce qu'il fallait cacher. La carte des sites pollués est édifiante (annexe 3) et les répercussions sur l'environnement seront encore visibles pendant plusieurs siècles.

A cette pollution industrielle, il faut ajouter l'érosion et la salinisation des sols. La mécanisation, le collectivisme et une irrigation dispendieuse mal gérée en sont les principales raisons. Le désastreux assèchement de la mer d'Aral est certainement le cas le plus connu du gaspillage des ressources naturelles de la région. Bien que deux Etats seulement se partagent ses rivages, les cinq républiques en sont responsable à un niveau ou un autre : soit qu'elles stockent des réserves en amont, soit qu'elles ponctionnent sans retenue le long du cours des fleuves.

²⁸ Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan

Le Kazakhstan est lui l'exemple typique de l'Etat concerné par l'ensemble de ces pollutions. Il doit notamment faire face aux retombés des essais nucléaires réalisés sur le polygone d'essais²⁹ de Semiapalatinsk. La population environnante, jamais protégée ni même avertie, a subi une augmentation dramatique des cas de malformations chez les nouveaux nés et de cancer en général. Ses industries lourdes, autrefois sa fierté, représentent aujourd'hui un autre risque majeur pour les Kazakhs dont l'espérance de vie ne cesse de diminuer.

Tous les pays d'Asie Centrale doivent supporter cette catastrophe écologique, ce qui est d'autant plus douloureux qu'ils traversent une crise économique qui ne leur laisse pas les moyens de lutter efficacement contre. Les espoirs de voir la situation s'améliorer restent faibles et ne pourront se concrétiser sans une aide extérieure conséquente des pays riches.

2.2.2 La menace islamique

L'Islam a joué un rôle déterminant dans la construction des Etats d'Asie Centrale, notamment durant le processus d'accès à l'indépendance. Cette période a vu une exacerbation du sentiment religieux largement étouffé sous l'ère soviétique. La naissance de groupuscules islamiques, voulant imposer des régimes religieux à la tête de ces nouvelles républiques, n'a pas fait basculé la région dans l'islamisme étatique. Bien que ce risque persistant reste difficile à mesurer, il ne semble pas être en mesure de déstabiliser les gouvernements autocratiques en place.

~ Une empreinte inégale

Les musulmans d'Asie Centrale sont pour la plupart sunnites de rite hanafite comme dans le sous-continent indien et en Afghanistan. Les chiites, moins nombreux, se répartissent entre un groupe de quelques dizaines de milliers duodécimains³⁰ de langue turque résidant à Boukhara et Samarkand et un autre, installé au Tadjikistan, de moins de 400 000 ismaéliens du Pamir³¹.

²⁹ Plus de 450 explosions depuis 1949, dont 86 aériennes

³⁰ Reconnaissant douze imams

³¹ Reconnaissant sept imams

On peut ensuite différencier deux courants coïncidant à l'opposition entre zones urbaines islamisées depuis le VIII^{ème} siècle³² et zones tribales³³, plutôt qu'à une confrontation entre Persans et Turcs.

~ L'Islam sous la période soviétique

En arrivant au pouvoir, les bolcheviques ont voulu reconstruire une société épurée des vestiges du passé. En Asie Centrale, ils combattirent tout naturellement le sentiment national turc ou iranien et l'islam. Après des répressions sévères qui commencèrent en 1927, l'URSS finit par autoriser un islam officiel. En 1943, Staline établit en Asie centrale un système de quatre muftiyya³⁴ qui lui permet de contrôler près de 80 % des musulmans d'URSS. A l'inverse des coutumes musulmanes, la religion se trouvait donc sous le contrôle de l'Etat.

Deux autres répressions seront organisées par Moscou. La première, entre 1958 et 1964, sera plus particulièrement dirigée contre les deux pays les plus islamisés : l'Ouzbékistan et le Tadjikistan où un quart des mosquées devront fermer. La seconde, menée par Gorbatchev à partir de 1986, sera liée à la guerre en Afghanistan et constituera un échec.

La principale conséquence de ces répressions sera le développement, dans les campagnes où la coercition a du mal à s'effectuer, d'un islam parallèle officieux, souvent autoproclamé.

~ L'Islam pendant l'accès à l'indépendance

Le désert idéologique légué par l'URSS à sa disparition a été comblé par un renouveau religieux dans lequel les régimes en place tirent une part plus ou moins étendue de leur légitimité. Mais, tout en reconnaissant son rôle, les instances dirigeantes sont bien décidées à en contrôler son influence.

L'empreinte de l'islam est variable d'un pays à l'autre. Ainsi le président ouzbeks Islam Karimov a prêté serment sur le Coran alors que les constitutions du Turkménistan et du Kazakhstan affirment ouvertement leur laïcité.

³² Tadjiks et Ouzbeks de Transoxiane

³³ Kirghizes, Kazakhs et Turkmènes

³⁴ Direction spirituelle

~ Vers une radicalisation islamiste ?

La réislamisation des sociétés pendant la période d'accès à l'indépendance a relancé la pratique religieuse, notamment encouragée par des missionnaires venus d'Arabie Saoudite et du Pakistan.

Cependant un mouvement religieux supranational « le parti de la renaissance islamique » (PRI) s'était déjà développé à partir de 1990 dans la région. Deux courants s'en dégageront : un Ouzbek et un Tadjik où l'islamisme est le plus ancré, alors qu'il est moins influant au Kirghizstan et peu développé au Turkménistan et au Kazakhstan.

La branche ouzbeke du PRI est rapidement entrée dans la clandestinité en choisissant un radicalisme dur et un soutien aux talibans afghans. A l'opposé, au Tadjikistan le PRI, après s'être exilé en Afghanistan en 1992, s'intéresse davantage aux questions politiques et finit par entrer au gouvernement en 1997.

Ainsi il n'existe pas de réel foyer fondamentalistes en Asie Centrale en dehors de la vallée du Ferghana en Ouzbékistan et dans la région d'Osh au Kirghizstan.

Cependant le risque de contagion extérieur existe toujours, plus spécialement depuis l'Afghanistan, l'Iran ou le Pakistan.

L'Iran, qui reste un grand pays religieux après sa révolution islamique, n'a que peu d'influence sur ses voisins d'Asie Centrale. En effet les iraniens chiites n'ont pratiquement pas de minorités installés dans ces pays et s'opposent aux musulmans sunnites qui y sont majoritaires.

Au contraire, l'Afghanistan est peuplé des mêmes ethnies qui parlaient autrefois le même langage. La menace de contagion, réelle avant les opérations déclenchées par les américains à l'automne 2001, s'est atténuée depuis la défaite des Talibans.

Enfin, les relations avec le Pakistan sont toujours restées très distantes et son ralliement au côté des américains limitent les menaces.

La diversité des approches de l'islam en Asie Centrale et chez ses voisins semble protéger pour l'instant la région contre les assauts du fondamentalisme. Mais ce dernier pourrait ressurgir en cas de crise économique et sociale sévère. De même les opérations menées par les anglo-américains en Irak pourraient réveiller un islam radical, fédérateur et affichant sa volonté d'établir des régimes religieux à la tête de certains pays, notamment l'Ouzbékistan.

Troisième partie

3 Quel avenir géopolitique après le 11 septembre ?

L'Asie Centrale est la région du monde qui a le plus changé depuis les attentats du World Trade Center. Cette redistribution des cartes, qui lance un « nouveau Grand Jeu », comme l'analyse Patrick Karam³⁵, permet à la Russie de restaurer une partie de son influence. Mais elle bénéficie également aux Etats-Unis et à la Chine qui ambitionnent de participer à la recomposition du pouvoir.

3.1 La nouvelle ligne politique russe

Après une longue période d'indécision, la Russie a pris un certain nombre de décisions stratégiques, notamment pour réagir à la politique occidentale menée dans son espace géostratégique centre-asiatique.

Le processus, déjà amorcé avant le 11 septembre, va s'accélérer après les attentats. Une nouvelle ligne politique de coopération et l'instrumentalisation de la menace islamique constitueront les deux piliers de ce renouveau.

3.1.1 Une alliance géopolitique en Asie Centrale

La Russie a longtemps hésité entre attitude néo-impérialiste et tentation isolationniste avant de se fixer une ligne directrice claire vis-à-vis de ses ex-républiques. Moscou voulant créer une ceinture d'Etats amis autour de son territoire pour mieux se protéger, ses représentants proposent une coopération accrue aux pays de la CEI, et notamment ceux d'Asie Centrale. Les rapports devant être fondés sur la libre acceptation de ces propositions, la Russie propose dans le courant de l'année 2000 sa protection militaire en échange d'une alliance géostratégique. De la sorte, plus que des relations bilatérales, c'est toute la coopération militaire de la région qui a été renforcée par des acteurs en quête de stabilité aussi bien intérieur qu'extérieur.

³⁵ « Asie Centrale le Nouveau Grand Jeu », Patrick Karam, Paris 2002, L'Harmattan

Mais les attentats du 11 septembre vont montrer que la volonté pragmatique de Moscou d'assurer sa sécurité loin à l'extérieur de ses frontières n'est pas incontournable pour les pays d'Asie Centrale. Ceux-ci vont saisir l'occasion de renforcer leur coopération avec les pays occidentaux à la recherche de points d'appui dans la région. En contrepartie, ils proposeront une aide économique et politique quasi inespérée permettant de contrebalancer la politique de Moscou qui privilégie, elle, l'essor de la Fédération de Russie.

3.1.2 L'instrumentalisation de la menace islamique

Pour rétablir son influence sur les pays d'Asie Centrale, Moscou a exacerbé le sentiment d'insécurité régnant sur la région, notamment à cause de la menace islamique. Cette politique n'est pas le fruit des attentats du 11 septembre, mais elle a été encouragée par la conjoncture en Afghanistan, les agressions de groupuscules islamiques et les attentats de 1999 et 2000 en Ouzbékistan et au Kirghizistan. La Russie en a profité pour renforcer son dispositif militaire, se poser en champion de la lutte contre le terrorisme et légitimer ses opérations en Tchétchèneie.

A partir de septembre 2001, et avec le soutien du gouvernement de Moscou, les pays d'Asie Centrale ont augmenté la répression islamique tout en profitant de l'occasion pour éliminer les opposants politiques de tous bords.

Néanmoins, cette répression excessive pourrait fédérer autour de l'islam radical l'ensemble des oppositions aux régimes en place et déstabiliser toute la région.

3.1.3 La résistance des Etats d'Asie Centrale

Les tentatives de Moscou pour restaurer son influence sur les cinq nouvelles républiques butent sur la résistance des gouvernements de ces pays. Ceux-ci ne veulent pas renoncer à la moindre parcelle de leur indépendance sous prétexte de bénéficier du soutien de la Russie, dont les arrières pensées sont tout à fait claires. De plus elle souffre également d'une certaine inimitié, notamment en raison de la crise économique qu'elle traverse, de ses propres difficultés intérieures qu'elle ne réussit pas à résoudre, de son image d'ancienne puissance dominante, de sa volonté à vouloir toujours encourager les voies d'acheminement des hydrocarbures transitant par son territoire et enfin par sa responsabilité dans le désastre écologique qui affecte la région.

3.2 De nouvelles coopérations stratégiques nationales

Les évènements du 11 septembre et l'implantation militaire américaine dans trois pays d'Asie Centrale³⁶ ont bouleversé les équilibres établis précédemment entre les puissances régionales.

3.2.1 L'influence grandissante de l'Organisation de Shanghai

Le forum de Shanghai a été créé en avril 1996 pour promouvoir la sécurité et la stabilité en développant la coopération « transparente » entre les Etats frontaliers suivants : le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, la Chine et la Russie. Ces deux pays y trouve un forum pour proclamer la nécessité de lutter contre l'hégémonie américaine en proposant l'émergence d'un monde multipolaire. Depuis 1999, l'Organisation a accru sa coopération dans la lutte contre le terrorisme et les organisation maffieuses sévissant dans la région. L'adhésion de l'Ouzbékistan à l'été 2001 a affermi cette volonté, compte tenu de la détermination de cette république de s'impliquer dans la bataille contre les terroristes. Mais depuis l'automne 2001, la recrudescence de la menace islamique, et terroriste en général, a révélé la place prépondérante que tenait la Chine et la Russie au sein de cette organisation qui s'affirme comme une alternative à la volonté hégémonique américaine. Des accords militaires ont à nouveau été conclu et des opérations communes réalisées.

Du point de vue diplomatique elle essaye de se faire reconnaître comme groupe de travail régional par l'ONU, et son importance se manifeste par les demandes d'intégration formulées par l'Inde, le Pakistan, l'Iran et le Turkménistan.

Cependant, cette organisation est très dépendante des relations entretenues par les deux grandes nations : la Chine et la Russie. La Russie y affirme son « partenariat stratégique » avec la Chine, alors que Pékin insiste sur sa volonté de stabiliser la région. Actuellement elles ont développé un consensus est né de la volonté de contrer l'influence grandissante des Etats-Unis en Asie Centrale et qui s'est solidifié depuis le déclenchement de la crise irakienne.

3.2.2 La lente émergence de la Chine

L'Asie Centrale est tout au long des années 90 une des priorités stratégiques de la Chine. Voulant marquer des points contre son grand rival américain, elle redoute

³⁶ Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizstan

également l'expansion fondamentaliste islamique à ses frontières. Ainsi, le processus de démocratisation du Kirghizstan et du Kazakhstan menacent de se propager au Xinjiang³⁷ parmi les minorités de ces deux pays qui y sont installées, mais surtout par la population ouïgoures³⁸. Les tentatives d'unification avec leurs frères des communautés Kazakhes, Kirghizes et Ouzbeks échoueront malgré le soutien de l'Arabie Saoudite. De plus tous les gouvernements centre-asiatiques resteront prudents pour ne pas s'attirer l'ire de Pékin.

A la faveur du déclin russe, la Chine espère obtenir le statut de deuxième puissance mondiale au coté des Etats-Unis. Dans un souci de réintégrer la communauté internationale et de ne plus être considéré comme un paria elle dénonce les attentats de New-York et propose sa coopération dans la lutte contre le terrorisme.

Mais l'Asie reste une des priorités de Washington qui considère que seule sa présence sur le terrain peut contrebalancer la puissance de la Chine et maintenir ainsi les équilibres géostratégiques dans une région où l'influence de la Russie est sur le déclin.

C'est l'émergence de cet autre rival qui favorisera la coopération entre Moscou et Pékin.

3.2.3 Un rapprochement russo-chinois

Le rapprochement entre ces deux grands ne s'exprime pas uniquement dans le cadre de l'Organisation de Shanghai, mais s'est également développé dans le cadre de relations bilatérales. Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine œuvre pour étendre les liens avec son plus gros client d'armement et le plus gros consommateur potentiel d'hydrocarbures. Des clauses implicites de soutien politique mutuel contre les Etats-Unis sont incluses dans le traité signé entre les deux pays à l'été 2001. Les attentas de New York n'ont fait qu'accentuer la volonté commune de s'opposer à l'hégémonie américaine en proposant un monde multipolaire.

Cependant Pékin est conscient que cette communauté d'intérêts reste très dépendante des liens entre Moscou et Washington. Ceux-ci, après s'être consolidés suite aux évènements du 11 septembre 2001, semblent souffrir depuis le début de l'année 2003 des attermoiments jalonnant la recherche d'une solution à la crise irakienne.

³⁷ Une des 22 provinces chinoises qui sert aux expériences balistiques et nucléaires. Elle occupe une position stratégique entre la Mongolie, la CEI, l'Afghanistan, le Pakistan, le Tibet et l'Inde son principal concurrent.

3.2.4 Les évolutions politiques du Pakistan et de l'Inde

Après l'indépendance des cinq républiques, l'Inde et le Pakistan ont commencé à étendre leurs relations avec elles. Cette volonté d'ouverture vers l'Asie Centrale était d'autant plus essentiel qu'elle se développait dans un contexte de confrontation entre ces deux acteurs. L'Inde avait le plus d'inquiétudes, notamment de voir ces nouvelles nations devenir des régimes islamiques et former un grand espace de coopération avec son ennemi Pakistanais.

Bien au contraire, les attentats du 11 septembre ont renforcé la coopération des cinq nouveaux pays avec les Etats-Unis. Le soutien de ce processus par l'Inde lui a permis de restaurer ses relations détériorées avec les américains suite aux essais nucléaires de 1998.

De son côté, le Pakistan, qui entretenait des liens privilégiés avec l'Afghanistan, a été contraint par Washington de revoir sa position en échange d'un soutien économique, mais aussi politique au régime du président Moucharraf. Ce dernier a abandonné son soutien aux Talibans et participe activement à la lutte contre les mouvements terroristes islamiques. De ce fait, il a encouragé le renforcement de relations jusqu'alors minimalistes avec les républiques centre-asiatiques.

L'Inde a accueilli avec réserve cette évolution et depuis un regain de tension s'est fait sentir au Cachemire. Cette escalade a atteint des sommets au Printemps 2002, notamment au moment des essais de missiles balistiques pakistanais réalisés avec le consentement des américains qui utilisaient à l'époque l'espace aérien du pays pour mener ses opérations en Afghanistan.

La coopération régionale entre ces deux pays est donc également tributaire du futur géopolitique de l'Asie Centrale, et plus spécialement du rôle qu'y joueront les Etats-Unis.

3.3 Quelles nouvelles menaces pèsent sur l'Asie centrale ?

La redéfinition du cadre géostratégique en Asie Centrale augmente les risques de déstabilisation de la région. Théâtre de la lutte d'influence que se livre la Russie et les Etats-Unis, elle peut exacerber les différents entre ces deux pays du paysage

³⁸ On en compte 8 millions. Ils se plaignent d'être défavorisés par rapport aux autres minorités moins nombreuses. Sunnites, ils se servent du facteur religieux comme moyen d'identification face aux Hans.

majeurs de l'Asie Centrale. Cette escalade peut menacer les équilibres politiques en place, voir renverser certains gouvernements et enflammer toute la région.

3.3.1 Une focalisation renforcée en Asie Centrale

La rivalité entre ces deux puissances est très nettement visible dans les relations qu'elles entretiennent respectivement avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Ce dernier a accueilli des militaires américains sur son sol avec l'accord de Moscou, qui en fait ne pouvait pas s'y opposer, saisissant l'occasion qui lui était présentée de se lier définitivement aux Etats-Unis après des années de rapprochement avec l'OTAN.

De son côté, le Tadjikistan a accepté un renforcement du dispositif militaire russe sur son sol. Officiellement celui-ci devait permettre une stabilisation du régime de Douchambé et apporté une aide aux Américains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. En fait il semble que Moscou ait joué un double jeu en soutenant des opposants islamiques afin de se rendre indispensable.

De la même manière les tensions sont apparues durant le conflit en Afghanistan au sein de l'alliance du nord entre les Ouzbeks turcophones soutenus par des agents de la CIA et les Tadjiks persanophones appuyés par les forces spéciales russes.

Le rapprochement officiel russo-américain, non dénué d'arrière pensées, pourraient raviver de vieux antagonismes et avoir des conséquences catastrophiques sur l'Asie Centrale.

3.3.2 L'évolution des régimes politiques en place

Cette nouvelle présence américaine et la volonté russe de reprendre pied dans la région peuvent avoir de sérieuses répercussion sur les régimes politiques en place. Ce double jeu peut tout aussi bien consolider les dirigeants, ou au contraire accélérer la transition vers des systèmes plus démocratiques.

Ainsi l'Ouzbékistan qui se positionne en allié indispensable des Etats-Unis a vu la position de ces derniers évoluer radicalement. Avant la guerre en Afghanistan, Washington critiquait le régime du président Karimov et exerçait des pressions pour qu'il assouplisse sa politique. Après le déclenchement des opérations, les critiques ont cessé et les subventions américaines augmentées significativement³⁹, cautionnement donc directement le régime autoritaire en place. L'aide économique constitue un argument de poids pour les dirigeants qui se positionnent en intermédiaires

indispensables pour que leur pays puisse bénéficier de cette appui financier vital à l'économie locale.

A l'opposé, le Kazakhstan essaye d'avancer sur la voie de la démocratisation avec l'aide des Etats-Unis. La coopération bilatérale se développe tout particulièrement dans le domaine du respect des droits de l'homme.

Quoi qu'il en soit, le renforcement de la présence américaine en Asie centrale modifie l'équilibre des régimes au pouvoir. Tout en affaiblissant la menace islamique, elle provoque une attitude volontariste de Moscou et augmente les incertitudes pour l'avenir.

3.3.3 Quelles éventualités pour l'avenir ?

Il est encore trop tôt pour déterminer les effets géopolitiques des attentats de New York sur l'Asie Centrale alors que la situation n'est toujours pas stabilisée en Afghanistan. Cependant il est certain que la présence militaire américaine dans la région, l'impact de son aide économique rapidement devenue indispensable et sa volonté d'établir durablement son influence ont dors et déjà passablement modifié le paysage de ces cinq républiques.

La plus grande des incertitudes concerne la réaction de la Russie. En s'alignant clairement sur la position des Etats-Unis, elle perd irrémédiablement son rôle de seule grande puissance régionale. Tous les liens politiques, économiques, culturelles et militaires privilégiés par la proximité géographique résisteront-ils longtemps à une telle passivité de la part de la Moscou, ou alors l'accord tacite entre les deux grands suffira-t-il à geler la situation?

Sans pouvoir actuellement préjuger de son dénouement, le développement de la crise en Irak peut servir de détonateur à une réévaluation de la politique russe dans la région, voir à un durcissement des relations avec Washington qui serait potentiellement porteur de germes déstabilisateurs pour l'ensemble de la région.

Le développement des relations entre l'Occident et l'Asie Centrale constitue une bonne amorce à la modernisation des sociétés, mais le poids des dirigeants en place constitue un frein à la mise en œuvre de toutes les réformes nécessaires. L'organisation de Shanghai est toujours à la recherche d'une reconnaissance internationale capable d'ancrer durablement la coopération régionale. Mais une fois

³⁹ Elles ont été multipliées par 3 en 2002, et par 5 en 2003

encore toute cet édifice repose en grande partie sur des relations bilatérales, en l'occurrence celles qu'entretiennent la Chine et la Russie. De ce point de vue, la communauté de vue sur la crise irakienne peut rapprocher considérablement ces deux nations et les pousser à faire front commun contre les tentatives hégémoniques américaines en Asie Centrale.

Toutes ces incertitudes hypothèquent les chances de cette région dont l'avenir dépend en grande partie de l'évolution des relations entre les trois ou quatre pays majeurs dans le jeu géopolitique international.

Conclusion

La chute du mur de Berlin, puis l'effondrement de l'URSS ont propulsé l'Asie Centrale sur le devant de la scène internationale. Bien que ces cinq nouvelles républiques n'aient pas convoité à tous prix leur indépendance, force est de constater qu'elles l'ont obtenu sans difficultés majeures, portant au pouvoir l'ancienne nomenclatura soviétique. Cependant, l'émergence de cette région dans le concert géopolitique international a soulevé un certain nombre d'incertitudes.

D'une part ni la consolidation des nations créées arbitrairement par Moscou dans les années 20, ni la pérennité des régimes autocratiques en place n'étaient assurées.

D'autre part, leurs relations parfois houleuses avec les grandes puissances régionales représentaient un risque non négligeable de déstabilisation de la zone.

Mais, malgré toutes les difficultés rencontrées, ces cinq nations ont réussi à s'affirmer, même si l'espoir initial de les voir emprunter la voie de la démocratie a été rapidement déçu. A l'opposé, les craintes de voir la région s'embraser se sont avérées infondées, la montée de l'islamisme intégriste a été contenue et les prémices d'une reconnaissance de l'identité nationale sont apparus.

Toutefois, la destinée de ces républiques se joue pour l'essentiel à l'extérieur de leurs frontières. L'Asie Centrale est plus que jamais soumise à des influences externes. L'alliance de circonstance entre les Etats-Unis et la Russie contre les Talibans a redistribué les cartes. Alors qu'ils essayaient de se tourner vers l'Occident pour se libérer de la tutelle de Moscou, les opérations en Afghanistan ont montré que la Russie restait un acteur incontournable dans la région. Elles ont permis à Moscou de restaurer son influence politique tout en se repositionnant militairement.

Mais l'installation de forces américaines à proximité des frontières de la Russie n'est pas sans porter les germes d'une future opposition. De même la volonté chinoise ou la rivalité indo-pakistanaise pourraient avoir des conséquences considérables sur l'équilibre régional.

Cependant, la divergence grandissante entre les Etats-Unis et la Russie sur la crise irakienne semble être la menace la plus importante. Le déclenchement des opérations le 20 mars 2003 pourrait avoir des répercussions incalculables en faisant voler en éclat le consensus occidental, ou en ravivant les tensions entre les Etats-Unis et la Russie.

La Chine devrait profiter de cette opposition pour renouer avec un rôle qu'elle a toujours cherché à avoir sur la scène internationale. Ces opérations pourraient également relancer la violence raciale et religieuse tout en favorisant les menaces terroristes.

Les risques que font peser toutes ces incertitudes pourraient très bien se matérialiser en Asie Centrale où la nouvelle donne a réunit tous les joueurs de ce nouveau « Grand Jeu ».

Plus que jamais, l'avenir de l'Asie Centrale est incertain aujourd'hui.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 2 |
| 1 APERÇU DE L'ASIE CENTRALE | 4 |
| 1.1 LA PERIODE PREISLAMIQUE..... | 4 |
| 1.2 LE DEVELOPPEMENT DE L'ISLAMISME EN ASIE CENTRALE | 4 |
| 1.3 LES BASES DU MONDE CONTEMPORAIN..... | 5 |
| 1.4 LA CONQUETE RUSSE PUIS SOVIETIQUE..... | 5 |
| 1.4.1 La période russe | 5 |
| 1.4.2 La soviétisation de l'Asie centrale..... | 6 |
| 1.5 PANORAMA DES NOUVELLES REPUBLIQUES..... | 7 |
| 1.5.1 Le Turkménistan..... | 7 |
| 1.5.2 Le Tadjikistan..... | 7 |
| 1.5.3 L'Ouzbékistan | 8 |
| 1.5.4 Le Kirghizstan | 8 |
| 1.5.5 Le Kazakhstan | 9 |
| 1.6 L'AVENEMENT DE REGIMES POLITIQUES AUTORITAIRES | 10 |
| 1.6.1 Le Kirghizstan | 11 |
| 1.6.2 Le Kazakhstan..... | 12 |
| 1.6.3 Le Turkménistan..... | 12 |
| 1.6.4 L'Ouzbékistan | 13 |
| 1.6.5 Le Tadjikistan..... | 14 |
| 2 LES RISQUES ET LES ENJEUX EN ASIE CENTRALE | 17 |
| 2.1 LES RICHESSE CONVOITEES | 17 |
| 2.1.1 Le bassin Caspien dans la géopolitique des hydrocarbures..... | 17 |
| 2.1.2 Rivalités intestines pour le contrôle de l'eau | 19 |
| 2.1.3 Des économies parallèles florissantes | 20 |
| ~ Le marché de la drogue..... | 20 |
| 2.2 DE SERIEUSES MENACES INTERNES..... | 22 |
| 2.2.1 Les catastrophes écologiques..... | 22 |
| 2.2.2 La menace islamique | 23 |
| ~ Une empreinte inégale..... | 23 |
| ~ L'Islam sous la période soviétique | 24 |
| ~ L'Islam pendant l'accès à l'indépendance | 24 |
| ~ Vers une radicalisation islamiste ? | 25 |
| 3 QUEL AVENIR GEOPOLITIQUE APRES LE 11 SEPTEMBRE ? | 26 |
| 3.1 LA NOUVELLE LIGNE POLITIQUE RUSSE..... | 26 |
| 3.1.1 Une alliance géopolitique en Asie Centrale..... | 26 |
| 3.1.2 L'instrumentalisation de la menace islamique | 27 |
| 3.1.3 La résistance des Etats d'Asie Centrale..... | 27 |
| 3.2 DE NOUVELLES COOPERATIONS STRATEGIQUES NATIONALES | 28 |
| 3.2.1 L'influence grandissante de l'Organisation de Shanghai | 28 |
| 3.2.2 La lente émergence de la Chine | 28 |
| 3.2.3 Un rapprochement russo-chinois | 29 |
| 3.2.4 Les évolutions politiques du Pakistan et de l'Inde..... | 30 |
| 3.3 QUELLES NOUVELLES MENACES PESENT SUR L'ASIE CENTRALE ?..... | 30 |
| 3.3.1 Une focalisation renforcée en Asie Centrale..... | 31 |
| 3.3.2 L'évolution des régimes politiques en place..... | 31 |
| 3.3.3 Quelles éventualités pour l'avenir ? | 32 |
| CONCLUSION | 34 |
| <u>TABLE DES MATIERES</u> | 36 |
| <u>BIBLIOGRAPHIE</u> | 37 |
| <u>ANNEXES</u> | 39 |

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux :

KARAM Patrick, *Asie Centrale le Nouveau Grand Jeu*, L'Harmattan, Paris, 2002.

ROY Olivier, *L'Asie Centrale contemporaine*, Presses Universitaires de France, Paris, 2001.

DJALILI M. et KELLNER T., *Géopolitique de la nouvelle Asie Centrale*, Presses Universitaires de France, 2001.

FOURNIAU Vincent, *Histoire de l'Asie Centrale*, Presses Universitaires de France, Paris, 1994.

JACQUET Pierre (dir.) et de MONTBRIAL Thierry, *La nouvelle Asie Centrale*, Ramsès, Paris, 2001.

CHUVIN Pierre, *Asie Centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Ramsès, Paris, 2001

Observatoire des Etats post-soviétiques, *De l'U.R.S.S. à la C.E.I., 12 Etats en quête d'identité*, Ellipses, Paris, 1997.

ROUX Jean-Paul, *L'Asie Centrale*, Fayard, Paris, 1997.

DJALILI M. et GRARE F., *Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indépendance*, Institut universitaire des Hautes Etudes en sciences sociales, 1986.

ROY Olivier, *La nouvelle Asie Centrale*, Seuil, Paris, 1997.

Hérodote (revue n°84), *Le cercle de Samarcande*, La Découverte, Paris, 2^{ème} trimestre 1997.

CAGNAT René, *La rumeur des steppes*, Payot, Paris, 1999.

DRESSLER Wanda, *Le second printemps des nations*, Bruylant, Bruxelles, 1999.

ROY Olivier (sous la dir. de), *Des ethnies aux nations en Asie Centrale*, Revue du monde musulman et de la Méditerranée, janvier 1992, Aix-en-Provence.

CHAUPRADE Aymeric, *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipse, Paris, 1998.

Articles :

DOMBROWSKY Patrick, "Un nouvel espace stratégique : l'Asie médiane" in *Défense nationale*, juin 1998.

GHEBALI Victor-Yves, "Le rôle de l'OSCE. en Asie Centrale ex-soviétique" in *Défense nationale*, novembre 1998.

DE TINGUY Anne, "La Communauté des Etats indépendants a-t-elle encore un avenir ?" in *Défense nationale*, août 1999.

VANER Semih, "Le Turkménistan : pouvoir personnel et ressources énergétiques" in Défense nationale, août 1999.

La revue internationale et stratégique (revue n°34), L'Asie Centrale : vers un nouveau "grand jeu" ?, Presses Universitaires de France, Paris, 1999.

ROUBINSKI Youri, "Les Etats de l'Asie Centrale face aux problèmes de l'islamisme" in Géopolitique, décembre 2000.

Divers :

Rapport d'information du Sénat n°412, Mission effectuée au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan, 1997.

Site Internet : <http://www.eurasianet.org>

ANNEXES

Annexe 1

Carte des puissances régionales



ETHNIC COMPOSITION OF CENTRAL ASIA



Carte des zones polluées en Asie centrale, héritage de l'Union soviétique

